



L'ATELIER DE REFLEXION SUR L'EVENTUALITE D'UNE CRISE ALIMENTAIRE AU BURUNDI A LA SUITE DE LA GUERRE EN UKRAINE

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

1. Etant donné que la guerre en Ukraine entraîne et va entraîner la hausse et la rareté du carburant et des engrais surtout azotés, les participants recommandent au Gouvernement de promouvoir des pratiques agroécologiques qui permettent de limiter leur usage et de faire de l'agroécologie l'épine dorsale de sa politique agricole. Il s'agit de donner la priorité à l'agriculture familiale, de valoriser les cultures traditionnelles peu consommatrices des engrais et pesticides (banane, patate douce, colocase, haricots...) et qui constituent l'alimentation de base des burundais, de limiter l'usage des intrants externes (par la promotion de la fertilité organique et des biopesticides), les monocultures et l'importation des hybrides et ainsi économiser les devises raréfiés par les prix élevés de carburant.
2. Au vu de l'importance des risques encourus par le pays, et une forte dépendance envers l'aide extérieure (66.7% dans le budget 2021-2022), les participants recommandent de mettre en place un cadre permanent de concertation avec tous les partenaires en réactivant les GSADR (Groupe sectoriel agriculture et développement rural) sous le leadership du Gouvernement afin d'étudier ensemble les solutions les mieux appropriées pour faire face à la crise et améliorer l'efficacité, l'efficience et la durabilité des interventions.
3. Afin de se préparer à faire face à des crises inattendues, les participants recommandent au gouvernement d'élaborer en concertation avec toutes les parties prenantes (gouvernement, paysans, société civile, partenaires techniques et financiers) une stratégie agricole nationale (SAN) et un programme national d'investissement agricole (PNIA) qui dessinent les stratégies et les programmes à moyen et long terme pour faire face aux chocs et vulnérabilités de notre agriculture comme le recommandent l'Union africaine, le NEPAD et la FAO.
4. Etant donné les hausses de prix qu'enregistrent le pain et la farine de blé, les participants recommandent au gouvernement d'investir davantage dans la recherche sur le blé tendre et la promotion du consommateur local.
5. Au vu de la faiblesse des moyens dont disposent les paysans pour améliorer la production agricole, les participants demandent au Gouvernement et à ses partenaires d'étudier un système durable de subvention directe aux producteurs agricoles, d'augmenter au moins à 10% la part du budget national consacré à l'agriculture et d'ajuster l'année spéciale agricole (*déclaration de Son Excellence le Président de la République*) sur l'année fiscale.
6. Au vu de cette situation qui exige une intervention rapide, les participants demandent aux PTF, aux ONG, OP et OA d'intégrer dans leurs priorités des soutiens orientés vers les actions proposées ci-dessus.

Pour les organisateurs

Libère BUKOBERO
Secrétaire Général d'ADISCO

Ernest NIYONZIMA
Secrétaire Exécutif de l'OAP



Appolinaire HACIMANA
Directeur de UHACOM

Deogratias NIYONKURU
Secrétaire Général d'ADIP

